



**unesco**

Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

**216 EX/33**

**Conseil exécutif**

**Deux cent-seizième session**

PARIS, le 11 mai 2023  
Original anglais

Point 33 de l'ordre du jour provisoire

### **PALESTINE OCCUPÉE**

#### **Résumé**

Le présent document est soumis en application de la décision 215 EX/36, par laquelle le Conseil exécutif a décidé d'inscrire le point intitulé « Palestine occupée » à l'ordre du jour de sa 216<sup>e</sup> session. Il rend compte de l'évolution de la situation depuis la 215<sup>e</sup> session du Conseil exécutif.

Il n'y a aucune incidence financière ou administrative.

Décision requise : paragraphe 24.



Job: 202301349

### Sous-point I : « Jérusalem »

1. La Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts (site proposé par la Jordanie), site inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO et sur la Liste du patrimoine mondial en péril, est la ville sainte de trois religions monothéistes – le judaïsme, le christianisme et l'islam. L'importance historique, culturelle et spirituelle de Jérusalem, en tant que microcosme de la diversité de l'humanité, constitue en soi un appel au dialogue.
2. Conformément aux décisions pertinentes du Conseil exécutif et du Comité du patrimoine mondial, l'UNESCO s'est efforcée de favoriser les échanges entre les experts israéliens, palestiniens et jordaniens (y compris ceux du Waqf jordanien) en ce qui concerne la protection de la Vieille Ville de Jérusalem et de ses remparts, notamment afin de faciliter la mise en œuvre de la mission de suivi réactif de l'UNESCO sur le site de la Vieille Ville de Jérusalem ainsi que la tenue d'une réunion d'experts de l'UNESCO sur la Rampe des Maghrébins. Au moment de la rédaction du présent document, la mission de suivi et la réunion d'experts n'avaient pas encore eu lieu. L'état de conservation de ce bien sera examiné par le Comité du patrimoine mondial à sa 45<sup>e</sup> session élargie. Il est à noter que les décisions et résolutions pertinentes du Conseil exécutif, de la Conférence générale et du Comité du patrimoine mondial ont été adoptées de manière consensuelle depuis octobre 2017.
3. En vertu de l'accord conclu entre l'UNESCO et le Gouvernement norvégien en décembre 2011, relatif au projet intitulé « Assurer la durabilité du Centre pour la restauration des manuscrits islamiques du Haram al-Sharif à Jérusalem », l'UNESCO a prêté son concours au Centre de restauration du musée afin de renforcer les capacités de son personnel en matière de préservation des manuscrits islamiques. Résolu à assurer la viabilité à long terme du Centre, le Gouvernement norvégien a réitéré son soutien à l'UNESCO en 2020 pour une nouvelle phase du projet, qui a pour objectif de rendre le Centre pleinement opérationnel et autonome grâce à la restauration des locaux et à l'élaboration d'une stratégie de conservation et de gestion à long terme. Dans ce contexte, le Centre a bénéficié du recrutement de cinq restaurateurs supplémentaires et de la nomination de quatre membres du personnel technique pour les quatre unités spécialisées (recherche, communication, laboratoire de restauration, catalogage et numérisation). La formation du personnel et la restauration des locaux sont en cours. Depuis octobre 2022, les capacités du personnel ont été renforcées avec l'aide d'experts internationaux et locaux dans le cadre de quatre sessions de formation tenues en présentiel sur les méthodes de conservation et de restauration. L'évaluation de l'état de conservation a été engagée et les stratégies décennales de conservation et de gestion ont été rédigées. Une nouvelle infrastructure réseau ainsi qu'un système de sécurité incendie et de climatisation ont été installés. La numérisation et l'inventaire des collections ont également été engagés par l'unité de recherche et l'unité de numérisation et de catalogage.
4. En ce qui concerne le projet intitulé « Sauvegarde, rénovation et revitalisation du Musée islamique du Haram al-Sharif et de sa collection », financé par l'Arabie saoudite, les locaux du Musée ont été rénovés et équipés, tandis que du personnel a été nommé et a reçu une formation dans des domaines tels que les inventaires, le catalogage, la conservation de base, la restauration, la photographie, la langue anglaise et les technologies de l'information et des communications (TIC). Des discussions ont été engagées avec les Awqaf de Jordanie et de Jérusalem afin de continuer d'apporter un soutien au Musée, lorsque la situation le permettra.
5. Depuis la 215<sup>e</sup> session du Conseil exécutif, le Secrétariat a reçu une lettre du Président du Groupe arabe auprès de l'UNESCO, datée du 4 janvier 2023, faisant état d'une « violation flagrante des conventions pertinentes de l'UNESCO » à la mosquée Al-Aqsa/Al-Haram Al-Sharif, qui fait partie du bien du patrimoine mondial. La lettre invoque le respect de la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (Convention de La Haye de 1954) et de ses deux Protocoles, de la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972), et de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003). Le Secrétariat a alors demandé à Israël de fournir des informations pertinentes à ce sujet. Cette requête est restée sans réponse à ce stade.

6. En outre, le Secrétariat a reçu deux lettres communes des délégations permanentes de la Jordanie et de la Palestine auprès de l'UNESCO. Les lettres, respectivement datées du 10 mars 2023 et du 11 avril 2023, concernent la situation de la mosquée Al-Aqsa/Al-Haram Al-Sharif, qui fait partie du bien du patrimoine mondial, et font état de « travaux de construction et fouilles » ainsi que d'une « violation du droit de culte et de la profanation d'un lieu saint ». Ces lettres invoquent le respect de la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (1954) et de ses deux Protocoles, et de la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972). La lettre du 11 avril 2023 invoque également la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003). Le Secrétariat a alors demandé à Israël de fournir des informations pertinentes à ce sujet. Cette requête est restée sans réponse à ce stade.

7. Enfin, le Secrétariat a reçu six lettres de la Délégation permanente de l'État de Palestine auprès de l'UNESCO. La première, datée du 27 janvier 2023, fait état d'« actes de vandalisme au Patriarcat arménien de Jérusalem » ; la deuxième, datée du 7 février 2023, fait état de « la destruction d'une statue dans l'église de la Flagellation » ; la troisième, datée du 21 mars 2023, et la quatrième, du 30 mars, font toutes deux état d'« une attaque contre l'église de Toutes-les-Nations à Jérusalem-Est » ; la cinquième et la sixième, datées respectivement du 12 avril 2023 et du 17 avril 2023, font toutes deux état de « restrictions d'accès à l'église du Saint-Sépulcre ». Ces lettres invoquent le respect de la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (1954), ainsi que de la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972). La lettre du 7 février 2023 invoque également la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003). Le Secrétariat a alors demandé à Israël de fournir des informations pertinentes à ce sujet. Cette requête est restée sans réponse à ce stade.

8. Les informations concernant les lettres reçues pendant la période considérée figurent à l'annexe du présent document.

### **Sous-point II : « Reconstruction et développement de Gaza »**

9. L'année 2022 a marqué les 15 ans du blocus de la bande de Gaza. Du fait de cette mesure, environ 2,1 millions de Palestiniens de Gaza se retrouvent « enfermés », la grande majorité d'entre eux ne pouvant pas se rendre dans le reste du territoire palestinien occupé ni ailleurs dans le monde, ce qui limite leur accès à l'enseignement supérieur et aux équipements culturels, entre autres, et entrave leurs possibilités professionnelles et économiques. Selon l'Aperçu des besoins humanitaires 2023 du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA)<sup>1</sup>, l'escalade récurrente des hostilités, dont la plus récente a eu lieu au début du mois d'août 2022, a accru les risques et exacerbé les vulnérabilités des jeunes à Gaza, tandis que l'accroissement rapide de la population coïncidant avec une érosion des acquis du développement et des ressources limitées a entraîné une nouvelle détérioration du niveau de vie et des perspectives de croissance économique dans la bande de Gaza.

### **ÉDUCATION**

10. Dans le cadre du projet TVET4Future, financé par l'Agence belge de développement (Enabel), l'UNESCO a renforcé son soutien à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels (EFTP) à Gaza et a procédé à la mise en place et au lancement du pôle d'innovation en matière d'EFTP « ConneCTech » en octobre 2022. Ce pôle vise à créer des conditions favorables pour que les jeunes qui suivent une filière d'EFTP, en particulier dans le secteur des technologies numériques, apprennent et travaillent ensemble. Ils bénéficient d'un large éventail de services et de programmes qui encouragent la collaboration, la mise en réseau et l'innovation d'une part, et améliorent les aptitudes et les compétences d'autre part, afin de faciliter leur accès au marché du travail. Grâce au pôle ConneCTech, une formation intensive de trois jours sur l'innovation technologique a été menée pour 80 jeunes (29 femmes et 51 hommes), et un programme d'accompagnement professionnel et de stages a été mis en place pour 5 femmes.

<sup>1</sup> OCHA 2023, <https://www.ochaopt.org/content/humanitarian-needs-overview-2023>.

11. Dans le cadre du même projet, l'UNESCO a mis en œuvre un programme de formation des formateurs à Gaza pour placer au cœur des préoccupations de l'EFTP l'entrepreneuriat, les compétences numériques et les compétences vertes. Cette intervention a compris une phase d'évaluation des besoins, une phase de conception, une phase de formation et une phase d'accompagnement pour 36 personnes (15 femmes et 21 hommes) du gouvernement, de la société civile et du secteur privé travaillant dans le domaine de l'enseignement technique et professionnel.

12. Dans le contexte du nouveau projet intitulé « Améliorer les compétences des élèves en matière d'innovation et de développement durable grâce aux STIAM<sup>2</sup> et à la programmation dans les écoles palestiniennes », financé par le Japon, 28 enseignants de la bande de Gaza ont reçu une formation sur la programmation et l'intelligence artificielle. Ces enseignants ont ensuite dispensé 60 heures de formation à 280 élèves de Gaza. La formation s'adressait aux élèves de la 5<sup>e</sup> à la 11<sup>e</sup> année et utilisait des kits de robotique fournis par l'UNESCO. L'objectif global du projet est de renforcer les compétences des enseignants et des élèves en matière d'innovation et de développement durable grâce à la programmation, à l'intelligence artificielle et à la robotique en adoptant une approche axée sur les STIAM et un apprentissage basé sur des projets. Toujours au titre de ce projet, l'UNESCO a soutenu la création de deux unités professionnelles sur la conception de sites Web et la conception graphique dans des établissements d'enseignement secondaire de Gaza.

13. Dans le cadre du Programme pluriannuel de résilience pour la Palestine financé par le Fonds « Éducation sans délai », l'UNESCO a aidé 40 écoles de Gaza à dispenser des cours de mathématiques et d'arabe aux élèves de la première à la quatrième année. Les activités visaient à permettre aux élèves de rattraper les enseignements manqués pendant la pandémie, ainsi qu'à leur apporter un soutien psychosocial. Elles ont bénéficié à 4 000 élèves au total à Gaza.

14. Le 5 décembre 2022, l'UNESCO a dispensé au personnel technique de Gaza une session de formation sur *La conceptualisation d'une éducation incluant les personnes handicapées dans le contexte humanitaire*, dans le cadre d'une formation organisée par le module de l'Éducation et l'ONG Handicap International (HI).

## CULTURE

15. Par le biais du Fonds d'urgence UNESCO pour le patrimoine, l'Organisation a contribué à la stabilisation et à la réhabilitation de la maison Al-Wehidi, bâtiment historique situé dans la vieille ville de Gaza, en vue d'accueillir la Basma Society for Culture and Arts, qui a perdu ses locaux lors de l'escalade de violence de 2021. Une fois les travaux terminés, le bâtiment a été inauguré le 20 septembre 2022, et la Basma Society y a installé ses nouveaux locaux.

16. L'UNESCO, en étroite coordination avec le Ministère palestinien du tourisme et des antiquités, s'est associée à l'ONG Première Urgence Internationale (PUI) pour protéger le sol en mosaïque d'un site archéologique récemment découvert dans la région d'Al Bureij, dans la bande de Gaza. L'intervention urgente de l'UNESCO a permis de nettoyer la zone de fouille, de la recouvrir comme il convient d'un géotextile et de sable, et d'installer un système d'évacuation des eaux de pluie. Le 11 janvier 2023, l'UNESCO et PUI ont effectué une mission conjointe sur le site pour contrôler les travaux urgents de protection des mosaïques. La mission a pu reconnaître que les travaux avaient été menés dans le respect des normes connues et que les zones mises au jour étaient recouvertes et entièrement protégées. En outre, l'équipe scientifique de PUI a présenté les résultats de son évaluation du site, y compris l'analyse de ses limites et des fonctions possibles.

17. En ce qui concerne le port d'Anthédon, site inscrit sur la Liste indicative de la Palestine, les interventions de protection et de restauration ont été compliquées par la situation dans la bande de Gaza. L'UNESCO poursuivra ses efforts pour élaborer un plan d'intervention afin de conserver la partie du site située le long du littoral malgré les conditions difficiles.

<sup>2</sup> Sciences, technologie, ingénierie, arts et mathématiques.

## COMMUNICATION ET INFORMATION

18. Des informations sur l'action de l'UNESCO dans ce domaine sont disponibles dans le document 216 EX/34 intitulé « Application de la résolution 41 C/51 et de la décision 215 EX/37 concernant les institutions éducatives et culturelles dans les territoires arabes occupés ».

### Égalité des genres

19. Des informations sur l'action de l'UNESCO dans ce domaine sont disponibles dans le document 216 EX/34 intitulé « Application de la résolution 41 C/51 et de la décision 215 EX/37 concernant les institutions éducatives et culturelles dans les territoires arabes occupés ».

### Sous-point III : « Les deux sites palestiniens d'Al-Haram Al-Ibrahimi/Tombeau des Patriarches à Al-Khalil/Hébron et de la Mosquée Bilal Bin Rabah/Tombe de Rachel à Bethléem »

20. À la suite de l'inscription de la Vieille Ville d'Hébron/Al-Khalil sur la Liste du patrimoine mondial, ainsi que sur la Liste du patrimoine mondial en péril, à la 41<sup>e</sup> session du Comité du patrimoine mondial (juillet 2017), une réunion s'est tenue en décembre 2018 au Siège de l'UNESCO entre la Délégation permanente de la Palestine, des experts palestiniens, les organes consultatifs ainsi que le Bureau de l'UNESCO à Ramallah et le Centre du patrimoine mondial afin d'entamer un examen, actuellement en cours, du projet de déclaration de valeur universelle exceptionnelle.

21. L'état de conservation de la Vieille Ville d'Hébron/Al-Khalil a été examiné par le Comité du patrimoine mondial, à sa 44<sup>e</sup> session élargie (Fuzhou/en ligne, 2021), lequel a décidé sans débat et sur la base d'un consensus (décision 44 COM 7A.16) de maintenir la Vieille Ville d'Hébron/Al-Khalil sur la Liste du patrimoine mondial en péril. Un plan de gestion et de conservation de la Vieille Ville d'Hébron/Al-Khalil a été élaboré avec l'aide du Fonds du patrimoine mondial.

22. Depuis la 215<sup>e</sup> session du Conseil exécutif, le Secrétariat a reçu deux lettres de la Délégation permanente de l'État de Palestine auprès de l'UNESCO datées respectivement du 19 octobre 2022 et du 26 avril 2023, faisant état de la violation de la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (1954), de la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972), et de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003), au bien du patrimoine mondial de la Vieille Ville d'Hébron/Al-Khalil. Le Secrétariat a alors demandé à Israël de fournir des informations pertinentes à ce sujet. Cette requête est restée sans réponse à ce stade.

23. Les informations concernant les lettres reçues pendant la période considérée figurent à l'annexe du présent document.

### Projet de décision proposé

24. Compte tenu de ce qui précède, le Conseil exécutif souhaitera peut-être adopter une décision libellée comme suit :

Le Conseil exécutif,

1. Ayant examiné le document 216 EX/33, ainsi que les annexes à la présente décision,
2. Rappelant ses décisions antérieures relatives à la « Palestine occupée »,
3. Décide d'inscrire ce point à l'ordre du jour de sa 217<sup>e</sup> session et invite la Directrice générale à lui présenter un rapport de suivi à ce sujet.

-----

## ANNEXE I


**unesco**

Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

**Conseil exécutif**  
Deux cent-seizième session

216 EX/PX/DR.33.1  
PARIS, le 11 mai 2023  
Original anglais

**COMMISSION DU PROGRAMME ET DES RELATIONS EXTÉRIEURES (PX)**
**Point 33 PALESTINE OCCUPÉE**
**PROJET DE DÉCISION**

Le Conseil exécutif,

1. Ayant examiné le document 216 EX/33,
2. Rappelant les dispositions des quatre Conventions de Genève (1949) et de leurs Protocoles additionnels (1977), du Règlement de La Haye concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre (1907), de la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (1954) et de ses Protocoles additionnels, de la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels (1970) et de la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972), l'inscription de la Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts sur la Liste du patrimoine mondial (1981) et sur la Liste du patrimoine mondial en péril (1982), à la demande de la Jordanie, les recommandations, résolutions et décisions de l'UNESCO sur la protection du patrimoine culturel, ainsi que les résolutions et décisions de l'UNESCO concernant Jérusalem, et rappelant également les précédentes décisions de l'UNESCO relatives à la reconstruction et au développement de Gaza ainsi que les décisions de l'UNESCO concernant les deux sites palestiniens à Al-Khalil/Hébron et à Bethléem,
3. Affirmant que rien dans la présente décision, qui vise, entre autres, à sauvegarder le patrimoine culturel palestinien et le caractère distinctif de Jérusalem-Est, n'affectera en aucune manière les résolutions et décisions pertinentes du Conseil de sécurité et des Nations Unies concernant le statut juridique de la Palestine et de Jérusalem, y compris la résolution 2334 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (2016),
4. Prenant note des courriers adressés en 2023 à la Directrice générale par les délégations permanentes de la Palestine et de la Jordanie auprès de l'UNESCO au sujet des sous-parties qui suivent,
  - I. **Jérusalem**
5. Réaffirmant l'importance de la Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts pour les trois religions monothéistes,
6. Rappelant que toute mesure ou action législative ou administrative prise par Israël, la Puissance occupante, et ayant pour effet ou objet de modifier le caractère et le statut de la ville sainte de Jérusalem, en particulier la « loi fondamentale » sur Jérusalem, est nulle et non avenue et doit donc être annulée sans délai,
7. Rappelant également les 23 décisions du Conseil exécutif, à savoir les décisions 185 EX/14, 187 EX/11, 189 EX/8, 190 EX/13, 192 EX/11, 194 EX/5.I.D, 195 EX/9, 196 EX/26, 197 EX/32, 199 EX/19.I, 200 EX/25, 201 EX/30, 202 EX/38, 204 EX/25, 205 EX/28, 206 EX/32, 207 EX/38, 209 EX/24, 210 EX/36, 211 EX/33, 212 EX/43, 214 EX/22 et 215 EX/36, ainsi que les

11 décisions du Comité du patrimoine mondial, à savoir les décisions 34 COM 7A.20, 35 COM 7A.22, 36 COM 7A.23, 37 COM 7A.26, 38 COM 7A.4, 39 COM 7A.27, 40 COM 7A.13, 41 COM 7A.36, 42 COM 7A.21, 43 COM 7A.22 et 44 COM/7A.10,

8. Regrette que les autorités d'occupation israéliennes n'aient pas mis un terme aux fouilles, creusements de tunnels, travaux et projets constamment menés dans Jérusalem-Est, en particulier à l'intérieur et aux alentours de la Vieille Ville, qui ont un caractère illégal au regard du droit international, et demande de nouveau à Israël, la Puissance occupante, de mettre un terme à toutes les violations qui sont contraires aux dispositions des conventions, résolutions et décisions pertinentes de l'UNESCO ;
9. Regrette également le refus d'Israël d'accéder à la demande qu'il a adressée à la Directrice générale concernant la nomination d'un représentant permanent qui serait affecté à Jérusalem-Est pour rendre compte périodiquement de tous les aspects relevant des domaines de compétence de l'UNESCO à Jérusalem-Est, et demande de nouveau à la Directrice générale de nommer, dès que possible, le représentant susmentionné ;

## **II. Reconstruction et développement de Gaza**

10. Déplore vivement les activités militaires en cours aux alentours de la bande de Gaza et leur lourd bilan en termes de victimes civiles, ainsi que leurs conséquences négatives persistantes dans les domaines de compétence de l'UNESCO ;
11. Déplore la fermeture continue de la bande de Gaza par Israël, qui porte atteinte à la circulation libre et continue du personnel et de l'aide humanitaire, ainsi que des étudiants, et prie Israël de desserrer immédiatement cet étau ;
12. Remercie la Directrice générale des initiatives déjà mises en œuvre à Gaza dans les domaines de l'éducation, de la culture et de la jeunesse, ainsi que pour la sécurité des professionnels des médias, lui demande de continuer à participer activement à la reconstruction des établissements éducatifs et culturels endommagés à Gaza, et la prie de nouveau, à cet égard, de remettre en état l'Antenne de l'UNESCO à Gaza et d'organiser, dès que possible, une réunion d'information sur la situation actuelle à Gaza en ce qui concerne les domaines de compétence de l'UNESCO et sur les résultats des projets menés par l'Organisation ;

## **III. Les deux sites palestiniens d'Al-Haram Al-Ibrahimi/Tombeau des Patriarches à Al-Khalil/Hébron et de la Mosquée Bilal Bin Rabah/Tombe de Rachel à Bethléem**

13. Réaffirme que les deux sites concernés, qui se trouvent à Al-Khalil/Hébron et à Bethléem, font partie intégrante du territoire palestinien occupé, et partage la conviction de la communauté internationale, à savoir que ces deux sites revêtent une importance religieuse pour le judaïsme, le christianisme et l'islam ;
14. Déplore en outre la poursuite des fouilles, des travaux et de la construction, par Israël, de routes privées pour les colons et d'un Mur dans la vieille ville d'Al-Khalil/Hébron, qui ont un caractère illégal au regard du droit international et portent atteinte à l'authenticité et à l'intégrité du site, ainsi que le déni de la liberté de mouvement et de la liberté d'accès aux lieux de culte qui en découle, et demande à Israël, la Puissance occupante, de mettre fin à toutes les violations qui sont contraires aux dispositions des conventions, résolutions et décisions pertinentes de l'UNESCO ;
15. Regrette l'impact visuel du Mur sur le site de la Mosquée Bilal Bin Rabah/Tombe de Rachel à Bethléem, ainsi que la stricte interdiction concernant l'accès au site des fidèles chrétiens et musulmans palestiniens, et exige que les autorités israéliennes rétablissent l'aspect originel du paysage autour du site et lèvent l'interdiction d'accès ;

## **IV.**

16. Décide d'inscrire ces questions à l'ordre du jour de sa 217<sup>e</sup> session au titre d'un point intitulé « Palestine occupée », et invite la Directrice générale à lui présenter un rapport d'étape à ce sujet.

## **ANNEXE II**

### **MISSION DE SUIVI RÉACTIF DE L'UNESCO SUR LE SITE DE LA VIEILLE VILLE DE JÉRUSALEM ET SES REMPARTS**

Le Conseil exécutif

1. Souligne que la mission de suivi réactif de l'UNESCO sur le site de la Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts doit être mise en œuvre d'urgence ;
2. Invite la Directrice générale et le Centre du patrimoine mondial à tout mettre en œuvre, dans le cadre de leur mandat et conformément aux dispositions des conventions, décisions et résolutions pertinentes de l'UNESCO, pour assurer rapidement la mise en œuvre de la mission et, dans le cas où celle-ci n'aurait pas lieu, de proposer des mesures concrètes dans le rapport qui lui sera soumis à sa 217<sup>e</sup> session ;
3. Exprime son engagement à déployer tous ses efforts afin de résoudre cette question à sa prochaine session.

## ANNEXE AU DOCUMENT

Au cours de la période considérée, le Secrétariat a reçu la correspondance ci-après en rapport avec le présent point :

Date	De	Objet
19 octobre 2022	Ambassadeur, Délégué permanent de l'État de Palestine auprès de l'UNESCO	<a href="#">Vieille Ville d'Hébron/AI-Khalil</a>
4 janvier 2023	Président du Groupe des États arabes auprès de l'UNESCO	<a href="#">Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts</a>
27 janvier 2023	Ambassadeur, Délégué permanent de l'État de Palestine auprès de l'UNESCO	<a href="#">Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts</a>
7 février 2023	Ambassadeur, Délégué permanent de l'État de Palestine auprès de l'UNESCO	<a href="#">Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts</a>
10 mars 2023	Chargé d'affaires p.i. de la Délégation permanente du Royaume hachémite de Jordanie auprès de l'UNESCO et Ambassadeur, Délégué permanent de l'État de Palestine auprès de l'UNESCO	<a href="#">Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts</a>
21 mars 2023	Ambassadeur, Délégué permanent de l'État de Palestine auprès de l'UNESCO	<a href="#">Église de Toutes-les-Nations à Jérusalem-Est</a>
30 mars 2023	Ambassadeur, Délégué permanent de l'État de Palestine auprès de l'UNESCO	<a href="#">Église de Toutes-les-Nations à Jérusalem-Est</a>
11 avril 2023	Chargé d'affaires p.i. de la Délégation permanente du Royaume hachémite de Jordanie auprès de l'UNESCO et Ambassadeur, Délégué permanent de l'État de Palestine auprès de l'UNESCO	<a href="#">Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts</a>
12 avril 2023	Ambassadeur, Délégué permanent de l'État de Palestine auprès de l'UNESCO	<a href="#">Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts</a>
17 avril 2023	Ambassadeur, Délégué permanent de l'État de Palestine auprès de l'UNESCO	<a href="#">Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts</a>
26 avril 2023	Ambassadeur, Délégué permanent de l'État de Palestine auprès de l'UNESCO	<a href="#">Vieille Ville d'Hébron/AI-Khalil</a>